



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**Service Planification, Connaissance et Évaluation**

**Mission autorité environnementale**

**ARRÊTÉ N° R03-2018-02-23-001**

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet de défrichement d'une parcelle en vue de la création d'un verger sur la commune de Mana, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

**LE PRÉFET de la RÉGION GUYANE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2010-146 du 26 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2017 nommant M. Raynald VALLEE directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté R 03-2018-01-16-013 portant délégation de signature à M. Raynald VALLEE, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Guyane ;

VU l'arrêté R03-2018-01-26-003 portant subdélégation de signature administrative et financière du personnel d'encadrement de la DEAL ;

VU la demande d'examen au cas par cas présentée par M. Baron, relative au projet de défrichement d'une exploitation agricole, sur la commune de Mana, et déclarée complète le 25 janvier 2018 ;

VU le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) qui indique que la parcelle concernée est en secteur « espaces urbanisables » ;

Considérant que le projet concerne la création d'un verger et la construction d'une habitation de type carbet sur une superficie totale de 2 ha ;

Considérant que le projet entraînera un déboisement d'une superficie de 1,5 ha et que le reste de la parcelle ne sera pas déboisé afin d'être exploité en agroforesterie ;

Considérant que la parcelle concernée abrite un périmètre de protection rapproché de captage d'eau (moins de 200 mètres) ;

Considérant que le projet se situe à proximité de deux ZNIEFF de type 1 « Rizières de Mana » et « Forêt sur sables blancs d'Organabo » et à proximité de deux ZNIEFF de type 2 « Mangroves et vasières du Maroni à l'Iracoubo » et « Forêt d'Organabo et zone du palmier à huile américain » ;

Considérant que le Parc Naturel Régional de Guyane situe la parcelle du projet en zone rurale de développement durable ;

Considérant que le projet, compte tenu de ses impacts limités en surface, de la conservation de 25 % de la superficie boisée et du type d'habitation prévu, est compatible avec ces enjeux environnementaux ;

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement :

### **ARRÊTÉ :**

Article 1<sup>er</sup> - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet agricole est exempté de la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 - Le projet devra prendre en compte la préconisation suivante, en cas de présence d'un cours d'eau sur la parcelle : préservation de la ripisylve lors de la déforestation des 1,5 ha indiqués.

Article 3 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le 23/02/2018

Pour le Préfet et par délégation  
le directeur adjoint de la DEAL,

**Signé**

Didier RENARD

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.